

## C'EST OFFICIEL

## Mustafa Bouchachi candidat du FFS

**La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) tiendra bientôt un conseil national extraordinaire pour statuer sur le cas de M<sup>e</sup> Mustafa Bouchachi. Il est pressenti pour diriger la liste du Front des forces socialistes (FFS) à Alger lors des élections législatives de mai prochain.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** Président de la LADDH, avocat et co-fondateur de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), M<sup>e</sup> Mustafa Bouchachi a fait part au comité directeur de la LADDH, réuni avant-hier sur sa demande, de son intention de se porter candidat aux élections législatives du 10 mai prochain.

«Le président a fait un exposé sur les questions organiques de l'organisation et sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Il a

notamment informé les membres du comité directeur de son intention de se porter candidat aux élections législatives du 10 mai 2012», a-t-on annoncé dans un communiqué diffusé hier.

M<sup>e</sup> Bouchachi, déjà confronté à une grogne à l'intérieur de l'organisation où on veut le destituer, a donc choisi la députation. Il pilotera la liste du FFS à Alger, selon des indiscretions relayées par la presse et qui n'ont pas été démenties. Il est néanmoins fort probable que M<sup>e</sup> Bouchachi soit démis de ses fonc-



Mustafa Bouchachi.

tions de président de la LADDH. «Après consultation du comité directeur et conformément aux statuts de

la LADDH, le président va convoquer incessamment un conseil national extraordinaire», conclut-on dans le même communiqué. La date n'a pas encore été fixée de cette convocation au conseil extraordinaire n'a pas encore été fixée.

Joint par téléphone, Khelil Abdelmoumen, SG de l'organisation, précise : «Cela dépend de la disponibilité des membres de la Ligue.» Si la candidature de M<sup>e</sup> Bouchachi aux législatives n'est pas incompatible avec sa fonction de président de la LADDH – les rédacteurs des statuts de la Ligue n'avaient pas prévu ce cas de figure –, elle relève plutôt d'une question éthique. «Ça n'a rien à voir avec les statuts mais c'est une question d'éthique militante. Le conseil national extraordinaire statuera justement

sur le cas de M<sup>e</sup> Bouchachi», dira Khelil Abdelmoumen.

S'étant distingué par des déclarations hostiles au régime, souvent contre toute réforme venant de ce dernier, M<sup>e</sup> Bouchachi, président de la LADDH depuis 2007, serait, selon ses détracteurs, plutôt à l'origine de la désintégration de cette organisation proche du FFS. Après avoir évincé Hocine Zahouane et son aile, il a tenté de maîtriser la grogne au sein de l'organisation. Il co-fondera après les émeutes de janvier 2011 la CNCD avec une multitude d'organisations de la société civile, des partis politiques et de personnalités indépendantes. Une Coordination dont il se retire, curieusement, moins de quinze jours après la première marche.

L. H.

## PRÉSENTE DANS TOUTES LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

## La coalition verte table sur la première place

**La coalition de l'Algérie verte scellée entre le MSP, Ennahdha et El Islah en vue d'aller en un groupe soudé aux législatives du 10 mai prochain, a finalisé ses listes sur l'ensemble des circonscriptions électorales au nombre de 56 (les 48 du territoire national et les 8 de l'émigration éparpillée aux quatre coins du monde), avec l'ambition de faire comme les «frères» de Tunisie, du Maroc et d'Égypte.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Cependant, rien, absolument rien n'a filtré à ce sujet, les responsables à tous les niveaux des trois partis de la coalition, étaient injoignables, hier, occupés qu'ils étaient, certainement,

à mettre les ultimes retouches aux listes qu'ils auront à déposer ce soir au niveau des wilayas.

Des listes dont la confection n'a pas été une partie de plaisir tant elles constituaient, au tout début des pourparlers pour la mise sur pied de cette coalition, le principal écueil eu égard aux appétits des uns et des autres. Donc, fallait-il commencer par s'entendre sur la méthode à adopter pour dépasser ce différend de taille.

Ce qui a été laborieux à se faire sur la base du poids de chacun des trois membres que les précédents rendez-vous électoraux ont permis de relever.

Ainsi, le MSP ne s'est-il pas vu s'octroyer la part du lion avec pas moins de 54% de têtes de listes, suivi du mouvement Ennahdha

(24%, et, enfin El Islah (22%). Quand il s'agit d'opter pour une personnalité indépendante pour piloter une quelconque liste comme c'est le cas pour certaines wilayas, comme le dira Bouguerra Soltani lors d'une récente conférence de presse, sans nommer ces wilayas, la même logique d'ordre est de mise pour le reste des membres de ces listes.

Ceci dit, et même si un total black-out est observé au sujet des têtes de pont qui auront à défendre les chances du triumvirat le 10 mai prochain, il en est, symboliques qui ont été volontairement balancées au vu de leurs poids.

Ainsi, en est-il du cas du ministre des Travaux publics dont le consensus s'est vite imposé au sein des trois partis pour piloter la liste verte dans la capitale, un choix pas du tout fortuit puisque, à travers Amar Ghoul, le MSP veut démontrer tout son bon sens dans le maintien du parti dans le gouvernement au lendemain du divorce d'avec l'Alliance présidentielle. Une position fortement dénoncée, notamment dans le camp islamiste. Comment ? En mettant à profit le bilan «positif» de Ghoul dans ce secteur névralgique des travaux publics, avec, notam-

ment, le projet à la fois titanesque mais extrêmement budgétivore de l'autoroute Est-Ouest.

Avec le soin pris par le rusé Soltani de passer sous silence le scandale financier qui a émaillé ce «projet du siècle». Même démarche concernant M. Khanafou dont le département de la pêche et des ressources halieutiques a été la proie de similaires scandales, et qui dirigera la liste commune à Tlemcen.

Et si Soltani et Akkouchi se sont retenus de ne pas se porter candidats, leur camarade du mouvement Ennahdha, Fateh Rebaï défendra les chances du trio dans la wilaya de Médéa.

Autre caractéristique, par ailleurs attendue, puisque le contraire aurait étonné, des listes de la coalition de l'Algérie verte, aucune n'est pilotée par une femme.

Elles sont, certes, présentes sur les listes mais juste dans les limites de la nouvelle loi électorale imposant un tiers de femmes dans toute liste de candidature, soit le tiers, dans des positions, il est vrai, qui puissent leur permettre d'être élues, notamment 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, voire 5<sup>e</sup> rang, comme c'est le cas à El Bayadh où une enseignante du secondaire suit

un ingénieur en génie civil pour ne citer que cet exemple. Sur un autre plan, et sa dénomination même «Coalition de l'Algérie verte» en est à elle seule révélatrice, de l'état d'esprit au sein de cette mouvance qui est à la victoire, rien que la victoire. Et cette vague verte qui a caractérisé les législatives dans certains pays voisins dans le sillage de ce qui est appelé «Printemps arabe» constitue pour elle le moment où jamais de s'emparer du pouvoir par la voie des urnes à défaut de se voir recaler pour des années, voire des décennies, pour ne pas dire jamais.

Pour preuve, Bouguerra Soltani ne dissimule point cet espoir en affirmant, à chacune de ses sorties, que la coalition sortira en tête à l'issue de ce scrutin, se permettant même de voir en Amar Ghoul, le président de la future Assemblée.

Pour ce faire, il lancera des appels de pied à l'endroit de ses autres camarades de la mouvance islamiste, notamment Menasra et Djabballah qu'il dit rejoindre, tôt ou tard, la coalition, prenant le soin de préciser que la victoire de l'un d'eux est aussi la sienne et celle de la famille islamiste en général.

M. K.

## MPA

## Sept à huit femmes comme têtes de liste

**Le Mouvement populaire algérien (MPA) que dirige Amara Benyounès se présentera dans toutes les circonscriptions électorales avec, à la clé, pas moins de sept femmes candidates, peut-être huit, qui piloteront autant de listes et dans des wilayas de l'intérieur voire du sud du pays, réputées pour être conservatrices.**

En regardant le profil de la majorité des candidats, notamment les têtes de liste choisies pour défendre les chances du parti à l'occasion de ces élections, on s'aperçoit que le MPA a joué principalement sur deux cartes. Celle, d'abord, des dissidents d'autres formations politiques.

Comme Dalila Aoudj, Mébarek Bailèche et Moussa Belkacem, d'anciens camarades de Benyounès au RCD, qui piloteront respectivement les listes de Béjaïa, Bouira et Boumerdès ou encore Karima Bouraoui, Abdelhafid Boubekour du RND qui conduiront respectivement les listes d'Alger et d'Oum El Bouaghi ou encore Chérif Aït-Ahmed, ex-maire FFS de la ville des Genêts et néanmoins proche cousin du chef historique Hocine Aït-Ahmed, qui défendra les couleurs du parti à Tizi-Ouzou.

Les candidats ont été essentiellement recrutés dans le milieu de l'en-

trepreneurat, avec nombre d'hommes d'affaires, avec lesquels le patron du MPA compte arracher le maximum de sièges à la future Assemblée.

Le choix des candidats a obéi, selon un cadre du parti, à la règle du consentement de la base.

Ceci à travers des commissions de candidature au niveau de chaque circonscription qui ont procédé à la collecte des dossiers des postulants et à leur classement, avec un ultime droit de regard de la commission nationale présidée par M. Benyounès.

Une version que réfute un autre cadre du parti qui fait part du choix du candidat pour piloter chacune des listes par le président du parti lui-même, tout en lui laissant la liberté de choisir ses colistiers. Manière, selon notre interlocuteur, d'alléger au mieux la procédure et de responsabiliser tout le monde, notamment les têtes de liste qui seront ainsi comp-

tables de la réussite ou de l'échec à l'issue de cette élection.

## Grogne à la base

Des choix qui sont loin de faire l'unanimité au sein de la base militante qui, à se fier à des sources très au fait de ce qui s'y trame, enregistrerait des défections à la pelle. A telle enseigne, tiendra à souligner un cadre du parti en rupture de ban, que le conseil national issu du congrès constitutif a perdu près des trois quarts de ses membres au nombre de 255 (231 sont élus par les congressistes et 24 autres choisis par le président conformément au règlement intérieur du parti). Sûr de ce qu'il avance, notre vis-à-vis défiera M. Benyounès de convoquer une session de cette instance du parti qui, dira-t-il, «s'est rétrécie telle une peau de chagrin».

Des défections en cascades que ce membre fondateur et de l'UDR et du MPA mettra justement sur le compte de ces deux règles ayant guidé le choix des candidats, notamment les têtes de liste, pour les prochaines législatives. Ce qui n'aurait pas laissé «beaucoup de chances aux militants qui se sont vus surclasser par des militants de la 25<sup>e</sup> heure»

se recrutant, précisera notre interlocuteur, «dans le milieu des affaires». Il donnera l'exemple plus que frappant de Hadj Ferguène, le chef des Patriotes dans la wilaya de Relizane qui, en compagnie d'autres camarades, a claqué la porte du parti pour dénoncer le parachutage d'un intrus comme tête de liste.

Les deux cadres qui ont donné chacun une version différente de la procédure de confection des listes électorales, se rejoignent, cependant, pour infirmer ces défections. Et avec, à l'appui, un argument en béton : «Le parti n'est pas encore structuré, et les militants qui ont choisi de partir sont des militants de l'ex-UDR dont nous avons désormais tourné la page.»

Une absence de structures due à l'absence d'un exécutif du parti qui ne serait installée que ce lundi (il serait composé de 12 membres : 6 hommes et autant de femmes comme promis par le président du parti lors du congrès constitutif), qui ne manquera pas de peser de tout son poids dans la campagne électorale et, donc, sur le résultat des élections, comme c'est le cas chez la majorité des nouveaux partis.

M. K.

VIVE CONTESTATION  
DES LISTES AU FLNDémission  
collective et  
une dizaine de  
kasmass ferment  
la porte

Le FLN fait face, à travers toute la wilaya de Béjaïa, à une terrible grogne de la base militante contre les listes de candidats confectionnées par la commission nationale installée par Belkhadem. C'est ainsi qu'une dizaine de kasmass auraient déjà été fermées par les militants qui contestent la liste des postulants au scrutin législatif du 10 mai prochain sous les couleurs de l'ex-parti unique à Béjaïa. Il s'agit de celles de Kherrata, Akbou, Seddouk, Aokas, Derguina, Tala Hamza et Béjaïa, apprend-on de sources proches du parti de Belkhadem. On croit savoir que des dizaines de démissions collectives de militants sont déjà enregistrées dans plusieurs kasmass du FLN dans la wilaya de Béjaïa. Le FFS connaît également la même contestation de la base militante. De nombreuses sections du plus vieux parti de l'opposition menacent de fermer dans le cas où la commission nationale de choix des candidatures installée par la direction maintiendrait la première liste des prétendants conduite par Arezki Derguini.

A la veille de la date butoir du dépôt des candidatures pour les prochaines législatives, une vive tension est observée dans toutes les sections du parti d'Aït Ahmed et du FLN à travers la wilaya de Béjaïa.

A. K.